



Communiqué de presse

Le gouvernement ne répond pas à nos revendications!

Fédération des syndicats Sud étudiant

13 mars 2009



Sud étudiant
25/27 rue des envierges
75020 Paris
sud-etudiant@sud-
etudiant.org

Contact des porte parole:
Renaud Bécot:
06.15.01.28.01
Marine Raoul:
06.71.86.14.54

Jeudi 12 mars, le gouvernement a une nouvelle fois tenté de faire diversion. Les ministres Darcos et Péresse ont en effet annoncé un prétendu "geste" concernant la réforme dite de mastérisation des concours de l'enseignement. En réalité, les ministres ne modifient en rien leur projet: il s'agit toujours de mettre en place un master professionnel "métiers de l'enseignement", supprimant les IUFM, visant à terme à la suppression des concours de l'enseignement.

L'annonce de 3 semaines de stage en première année de master, et de trois autres semaines en deuxième année, ne sont en rien des "avancées" pour la mobilisation en cours. Pour parfaire la mascarade, les ministres, qui n'ont de cesse de vouloir imposer dans l'urgence et unilatéralement cette réforme, annoncent qu'ils souhaitent une "large concertation" autour de leur projet de loi (sic).

Ces annonces médiatiques dissimulent pourtant bien mal la réalité de la politique gouvernementale. En effet, nous constatons lors de chaque journée de mobilisation une répression policière, qui ne se manifeste plus par des arrestations mais des tabassages (plusieurs étudiant-e-s ont été hospitalisé-e-s suite à des manifestations). Nous constatons aussi que, fin février, des députés UMP ont déposé un projet de loi visant à augmenter les frais d'inscriptions dans les universités.

De fait, malgré les déclarations ministérielles et les négociations menées par des organisations non mobilisés et les organisations étudiantes corporatistes, la mobilisation se poursuit. Le gouvernement reste sourd aux revendications des assemblées générales et de la coordination, nous ne cesserons donc pas notre lutte et continuerons de l'amplifier. De fait, les assemblées générales préparent actuellement la reconduction de la grève après le 19 mars.